

Asile ! C'est un droit !



Nous, citoyennes et citoyens d'Europe, sommes de la même humanité que ces femmes, ces hommes et ces enfants qui fuient la guerre et la misère pour ne pas mourir. Comme eux, nous avons des enfants, nous travaillons, nous aspirons au bonheur et nous savons les efforts nécessaires pour construire nos vies dans un monde où la loi du plus fort est toujours en vigueur. Le sort que l'Europe, celle qui a connu tant de guerres, qui a envoyé tant de réfugiés sur les routes, leur réserve nous révolte.

L'Europe ne peut proclamer que ses valeurs reposent sur les droits de l'Homme et traiter ces réfugiés comme des envahisseurs, compatir à leur sort et faire si peu, se les rejeter comme des marchandises illégales. Or, force est de constater que même la directive sur l'afflux massif de réfugiés, bien loin de ce qu'exige la situation dramatique actuelle, n'a pas été mise en œuvre.

Le destin de ces réfugiés, de ces migrants, c'est notre destin et notre avenir. En niant leur droit à l'asile, c'est notre propre avenir que nous mettons en péril tant nous aurons, tôt ou tard, à rendre compte de notre aveuglement et de celui de nombre de nos gouvernants.

Déjà en partie responsable des événements qui poussent sur les routes de l'exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l'Europe et de la France si nous refusons de les accueillir ?

Nous n'admettons pas, en tant que citoyens européens et français, le déni d'humanité qui est en train de se produire.

En France, nous exigeons du gouvernement qu'il appuie sans équivoque un accueil de ces réfugiés dans tous les pays de l'Union européenne.

Nous lui demandons de prendre toute sa part, ici en France, de cet accueil, et donc d'accroître considérablement les moyens mis en œuvre.

Nous appelons toute la société civile à se mobiliser pour appuyer cette exigence et pour apporter l'aide et l'assistance nécessaire.

Nous appelons tous les hommes et femmes de bonne volonté à combattre ces discours indignes qui refusent à ces hommes, ces femmes et ces enfants leurs droits élémentaires d'être humains.

Ensemble, nous demandons :

- que tous les réfugiés soient accueillis dans des conditions respectueuses de leur dignité ;
- une suspension des accords de Dublin et leur révision ;
- l'organisation d'un grand débat public sur la question des réfugiés.

Ensemble, nous pouvons faire que l'intolérable cesse.

Rassemblement
jeudi 10 septembre, à 18h30,
place de la République, à Châteauroux

Organisations nationales signataires :

Acat, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association des Tunisiens en France (ATF), Attac, Cedetim / Ipam, CGT, Collectif 3C, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme et Tunisie (CRLDHT), Confédération syndicale des familles (CSF), Fédération nationale des Maisons des potes, FSU, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Licra, Mrap, Organisation de femmes égalité, SNJ-CGT, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Union nationale lycéenne (UNL), Unef, Union syndicale Solidaires